

## Négocier pour sécuriser les approvisionnements énergétiques : la naissance de la diplomatie économique au Maghreb dès 1956

**Sarah Adjel**  
adjel.sarah@gmail.com



Doctorante à l'IMAF Paris I Panthéon-Sorbonne et boursière d'aide à la mobilité internationale à l'IRMC.

### La « diplomatie de l'énergie » au service de la sécurité énergétique et nationale des États

Cette recherche s'intéresse au rapport entre ressources en hydrocarbures et relations internationales dans le champ des échanges euro-maghrébins depuis 1956 ; date à laquelle les pays d'Afrique du Nord, révèlent leur potentiel énergétique.

Le pétrole est une marchandise mondialisée, parfois considéré comme le « Graal du XX<sup>ème</sup> siècle »<sup>1</sup>, qui a façonné les politiques étrangères et sécuritaires depuis des décennies. La quête de « l'Or noir » est apparue comme un enjeu de sécurité nationale dès la Première Guerre mondiale<sup>2</sup>. L'augmentation constante de la consommation énergétique a engendré une série de crises internationales pour le contrôle des produits pétroliers découverts au Maghreb et au Moyen-Orient. Au Maghreb, la découverte du pétrole en Algérie coloniale dès 1956 a fait de la France une puissance énergétique. Cette découverte intervient à point nommé pour la France, mais également l'Europe, alors qu'au même moment la Crise de Suez est venue bouleverser la pérennité de l'acheminement des produits stratégiques venus du Moyen-Orient. Rapidement, les

sociétés nationales, telles que la Compagnie française des pétroles, ont été investies d'une mission publique qui a consisté à procurer à l'État et à la collectivité, le contrôle stratégique de l'approvisionnement en hydrocarbures<sup>3</sup>. Dès lors, la sécurisation des approvisionnements en provenance de l'Algérie – alors en pleine lutte pour son indépendance – puis du Royaume de Libye, apparaît au cœur des préoccupations géopolitiques<sup>4</sup>.

En effet, des tensions sont apparues entre les pays industrialisés et les pays producteurs de pétrole regroupés au sein de l'OPEP dès 1960 alors que ces derniers tentaient de tirer parti de leur richesse pétrolière pour s'imposer sur la scène politique mondiale. Ces tensions ont atteint leur paroxysme au cours des années 1970, lors des chocs pétroliers et des nationalisations, lorsque les pays producteurs ont fait la démonstration que le pétrole pouvait être une arme politique majeure<sup>5</sup>. Ces événements vont bouleverser les stratégies des *Majors* et de manière générale des pays importateurs d'hydrocarbure. La sécurisation des approvisionnements en gaz naturel, autre

énergie fossile stratégique, ont aussi été sources de vives tensions entre les États<sup>6</sup>. Par sécurisation, nous entendons l'anticipation de tout obstacle – qu'il soit politique, diplomatique ou géographique – à la production et à l'approvisionnement des ressources énergétiques ; l'objectif étant *in fine* de protéger l'Etat importateur contre toute défaillance physique des approvisionnements<sup>7</sup>.

C'est un ensemble de méthodes para-diplomatiques qui a permis aux pays consommateurs de ne jamais souffrir de pénurie de pétrole, en dehors de périodes très limitées telles que les périodes de guerre ou de choc pétrolier<sup>8</sup>. Chacun des acteurs de ce « grand jeu » de l'énergie, a fait des oléoducs et des gazoducs qui exportent leurs hydrocarbures ou traversent leur territoire, des instruments de pouvoir politique et économique. La « diplomatie des ressources » est donc devenue une nouvelle stratégie des États. L'internationalisation des échanges et l'accélération des flux de transnationaux a vu émerger de nouveaux acteurs et de nouvelles stratégies également sur la scène des relations euro-maghrébines.



Réunion de l'OPEP, 1973 © opec.org

# Programmes de recherche

L'Afrique du Nord, n'a pas échappé aux convoitises des pétroliers et des États à forte croissance énergétique. Si les besoins énergétiques européens dépendent principalement du Moyen-Orient, l'Algérie et la Libye, occupent une place stratégique pour l'Europe du fait de leur proximité géographique et de l'excellente qualité de pétroles bruts. Ces pays exportent également du gaz naturel mais c'est l'Algérie qui apparaît comme l'acteur majeur de la scène gazière dans la région. Les hydrocarbures nord-africains n'ont que la Méditerranée à franchir pour atteindre la France, l'Italie, l'Espagne ou la Grèce.

Outre la configuration géographique, les liens historiques entre la France et l'Algérie d'une part, l'Italie et la Libye d'autre part, ont joué un rôle important dans le développement de l'industrie pétro-gazière. Enfin, le plus souvent pour se démarquer de la tutelle de l'ancien colonisateur, les pays d'Afrique du Nord ont cherché un nouvel environnement diplomatique et économique, avec la mise place de nouvelles relations d'intérêt avec l'URSS et les États-Unis<sup>9</sup>. Profitant du contexte de tensions pendant la guerre froide entre les « deux grands », mais aussi de la construction européenne, l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie ont développé de nouvelles méthodes de négociations, de communication et d'alliances.

## *Etude d'une reconfiguration de la diplomatie classique*

En se plaçant dans une perspective historique, cette étude a pour toile de fond la reconfiguration de la diplomatie dite « classique ». Les mutations des pratiques diplomatiques ont fait l'objet de recherches issues de disciplines variées comme la sociologie politique et la science politique<sup>10</sup>. En France, les historiens se sont consacrés au renouvellement des pratiques diplomatiques<sup>11</sup>. La politique étrangère des États a été minutieusement abordée *via* l'étude des politiques étrangères et de la construction



© (D.R.).

européenne<sup>12</sup>. Récemment, Laurence Badel et Stanislas Jeannesson ont appelé la jeune recherche à intégrer les « voisins » de la vieille Europe et à déconstruire la conception Westphalienne des études diplomatiques<sup>14</sup>. Selon Richard Langhorne, depuis le Congrès de Vienne de 1961, l'État n'est plus l'unique acteur des pratiques diplomatiques<sup>15</sup>. Ainsi, la fin de la guerre froide a été l'occasion de découvrir le poids des acteurs non-étatiques, aussi bien publiques que privés<sup>16</sup>, dont l'action plus informelle est menée en marge des États<sup>17</sup>.

Ces mutations, ont également donné lieu à l'émergence de nouveaux concepts : les expressions telles que « diplomatie d'influence », « diplomatie privée », « diplomatie économique ou d'entreprise » apparaissent et ces concepts sont étudiés par les historiens<sup>18</sup>. Le poids des ressources naturelles dans les relations internationales a aussi fait naître le terme « diplomatie de l'énergie ».

## *Complément d'un maigre bilan de l'histoire contemporaine du Maghreb...*

Issue d'une volonté de sortir des « grilles de lecture et des instruments d'analyse d'une région trop souvent à la marge »<sup>19</sup>, cette étude accorde un cadre historique aux champs de l'histoire économique et diplomatique du Maghreb, souvent indissociables. Cette recherche s'inscrit également dans un bilan

historiographique de l'histoire du Maghreb indépendant particulièrement pauvre<sup>20</sup>. Comme l'a écrit il y a quelques années l'historien Pierre Vermeren, la plupart des études historiques sur le Maghreb se concentre sur la période coloniale et la Guerre d'Algérie. Sur les deux rives de la Méditerranée, les travaux sur l'histoire politique, économique et sociale ou encore culturelle se sont fait rares, ou ont été influencés par l'histoire officielle<sup>21</sup>.

De la même manière, les historiens français n'ont que très peu investi le champ de l'histoire des relations internationales du Maghreb. Les principales analyses qui adoptent une approche « globale » du Maghreb, ont souvent été le fruit de politologues<sup>22</sup>. Cependant quelques travaux récents ont tenté de combler le vide historiographique sur le sujet, et ont éclairé sur les politiques étrangères et les relations bilatérales<sup>23</sup>. La thèse de Nicole Grimaud sur La Politique extérieure de l'Algérie, est ainsi la première étude à s'intéresser aux pratiques diplomatiques du Maghreb<sup>24</sup>. Toutefois, des recherches menées sur l'histoire politique et économique de l'Italie nous ont apporté une autre point de vue de l'histoire des relations euro-maghrébines<sup>25</sup>. Pour terminer, plusieurs travaux d'historiens italiens nous ont également éclairé sur la Libye contemporaine<sup>26</sup>.

La question de l'opacité de l'économie pétrolière du Maghreb n'est pas une nouveauté dans les études du Maghreb,

mais elle est souvent abordée par des politologues à travers les problématiques de gestion de la rente<sup>27</sup>. La recherche italienne quant à elle a produit quantité de travaux sur la figure d'Enrico Mattei, et de l'entreprise pétrolière E.N.I<sup>28</sup>. Par ailleurs, le sujet du pétrole en dehors d'un cadre économique voire technique, est souvent assimilé à une question « sensible » et ce, particulièrement au Maghreb à l'image des études militaires et de défense sur la région<sup>29</sup>. Comme si la « culture du secret » du temps des « Guerres » n'avait jamais disparu, elle semble avoir entretenu et maintenu les mythes des histoires nationales.

## ***Pour une histoire du Maghreb indépendant***

Ainsi, ce projet de recherche s'inscrit dans une démarche qui se propose d'étudier la trajectoire des États post-coloniaux confrontés très tôt au défi de la mondialisation. Ce projet est pionnier dans l'historiographie française du Maghreb de par sa démarche globalisante, l'intégration des relations avec l'Italie et la Grande-Bretagne, et l'intégration plus large du Maghreb. Notre objectif est de comprendre comment les contextes politiques nationaux ont influencé les diplomatie économiques de chaque pays et comment ces dernières ont en retour influencé les politiques nationales. Nous ne pourrions pas nier l'apport de quelques éléments d'histoire économique à travers l'étude des compagnies pétrolières du Maghreb : la Sonatrach, la National Oil Corporation (NOIC), et l'ETAP. Le point le plus original résidera dans l'étude de la question gazière qui reste méconnue des historiens.

Parce que cette recherche prétend analyser les « acteurs » de la diplomatie économique, elle renseignera sur quelques trajectoires des membres de l'élite économique et politique des pays du Maghreb : chefs d'entreprises et hommes d'États (ministres, diplomates, etc.), ces figures sont également inconnues dans l'histoire politique de la région, à l'exception peut-être des chefs d'États.

Les acteurs de l'industrie énergétique nord-africaine, publics ou privés, ont aussi constitué un réseau économique et décisionnel en Afrique du Nord. En particulier, les révolutions arabes ont posé et posent encore la question de la recomposition des élites politiques<sup>30</sup>. Cependant on ne peut difficilement étudier les élites politiques sans prendre en compte le rôle des élites économiques, qui ont bénéficié d'un pouvoir économique de nuisance, pour ne pas dire d'un pouvoir politique.

## ***Comment étudier l'histoire de la sécurisation des approvisionnements énergétiques européens en Méditerranée ?***

À travers différents exemples ou études de cas et selon les sources disponibles, nous tenterons d'élucider les moyens mis en œuvre par les États et les compagnies pétrolières, et les instruments para-diplomatiques pour garantir l'accès aux ressources énergétiques. Nous tenterons de déterminer de quelle manière les ressources naturelles ont été et demeurent une arme politique dans les échanges euromaghrébins. Notre étude s'attachera à observer les batailles – politiques, économiques, diplomatiques voire militaires – menées par les États importateurs européens – la France, l'Italie, la Grande-Bretagne en tant que premiers partenaires de l'Afrique du Nord jusqu'aux années 1980 – pour le contrôle des ressources stratégiques ; sous l'œil très intéressé des États-Unis. Aussi, l'analyse des tractations diplomatiques nous permettra d'aborder la mise en place de partenariats de confiance. Quel a alors été le poids des acteurs non-étatiques dans la « diplomatie des ressources » au Maghreb ?

La Tunisie est un petit producteur de pétrole, cependant nous verrons que dès 1961 les canalisations d'hydrocarbures qui traversent le pays deviennent aussi un vecteur des intérêts et de la sécurité des approvisionnements énergétiques. La question du Maroc sera aussi abordée de ce point de vue.

Enfin, cette thèse s'intéressera aux réseaux économiques établis par trois pays d'Afrique du Nord après leurs indépendances en vue d'affirmer leur indépendance politique. Pour ce faire, il s'agira tout au long de notre étude de cibler les acteurs et les particularismes locaux qui participent à la mise en place de solutions pérennes pour garantir l'approvisionnement en hydrocarbures maghrébins des pays européens.

## ***Croisement des sources multiples au sein de l'espace euro-maghrébin***

Grâce à différentes sources, nous présenterons les différents acteurs européens de la sécurité des approvisionnements énergétiques en provenance du Maghreb depuis 1956. L'approche globale nécessite de travailler sur des sources en italien, en français, en anglais et parfois en arabe. Cette recherche ne serait pas possible sans l'ouverture récente des fonds d'Archives des entreprises en France mais également à l'étranger. Les compagnies pétrolières et gazières européennes sont le premier acteur des besoins énergétiques français, italiens et britanniques, dont les archives sont disponibles dans les trois pays<sup>31</sup>. Pour ce qui est des compagnies nationales des États producteurs c'est-à-dire la Sonatrach (Algérie), la NOC (Libye) et l'ETAP (Tunisie), il s'agira de recouper les sources ouvertes et les enquêtes de terrain dans la région afin de compléter nos travaux<sup>32</sup>.

Puisqu'il s'agit également d'acteurs étatiques et de relations diplomatiques les archives diplomatiques françaises, italiennes, britanniques et de l'Union Européennes seront incontournables pour analyser le contexte régional. Par ailleurs, les chancelleries respectives apportent régulièrement un regard sur les questions économiques ou énergétiques en Afrique du Nord. Les fonds d'Archives privés des hommes d'États européens sont également une source d'information<sup>33</sup>.

Nous croiserons et compléterons les informations avec les archives des ministères de l'industrie, de l'énergie quand elles sont accessibles. C'est

notamment le cas en France et en Italie dans les centres des Archives Nationales de Pierrette ou les archives de l'État Central de Fermi.

Parce qu'il s'agira également d'observer les acteurs durant des périodes parfois administrées par les militaires, entre 1956 et 1962 en Algérie, nous nous référerons aux documents et aux archives du Centre historique de la défense et aux archives militaires (armée de terre et marine) françaises à Vincennes.

Enfin, si cette recherche bénéficie d'une volonté de simplifier l'accès aux archives tunisiennes<sup>34</sup>, l'accès aux archives algériennes reste limité et impossible dans le cas de la Libye<sup>35</sup>. Pour pallier à ce manque, nous dépouillerons une série de publications officielles et de la presse locale et internationale à des moments clefs (négociations, crises politiques, découvertes pétrolières, tensions militaires). Enfin, même si ils peuvent être sources de controverses, les témoignages oraux à la suite d'entretiens avec des ou écrits, contribueront à croiser les informations.

1. L'expression est employée par Cédric de Lestrang, Christophe-Alexandre Paillard et Pierre Zélenko, in *Géopolitique du pétrole*, Paris, Technip, 2005, 9.
2. Pour une bonne synthèse de l'histoire pétrolière au Moyen-Orient : André Nouschi, *Luttes pétrolières au Proche-Orient*, Paris, Flammarion, coll. « Questions d'histoire », 1970 ; Jean Pichon, *Le partage du Proche-Orient*, Paris, J. Peyronnet et Cie, 1938
3. Samir Saul, « Politique nationale du pétrole, sociétés nationales et "pétrole franc" », *Revue historique*, 2006/2 n° 638, 355-388.
4. Roberto Nayberg, « Qu'est-ce qu'un produit stratégique ? L'exemple du pétrole », *Défense nationale*, février 1997, 77-86. Les premiers gisements sont découverts en 1957 en Libye, essentiellement dans le bassin de Syrte.
5. Voir les travaux de Philippe Tristani, « L'Iraq Petroleum Company, les États-Unis et la lutte pour le leadership pétrolier au Moyen-Orient de 1945 à 1973 », *Histoire, économie & société* 2/ 2010 (29<sup>e</sup> année) ; BAUCHARD, Denis, *Le Jeu mondial des pétroliers*, Paris, Seuil, 1970 ; L'Algérie nationalise ses champs le 24 février 1971 ; La Libye entre 1970 et 1971.

6. Sur ce point, voir les travaux de Loïc Simonet, « Les pipelines internationaux, vecteurs de prospérité, de puissance et de rivalités. Oléoducs et gazoducs dans la géopolitique et les relations internationales », *Revue internationale et stratégique* 1/ 2007 (n° 65), 51-64.
7. Sur ce point nous suivons les travaux de Stéphane Paquin, pour qui la paradiplomatie a progressivement mis en péril la construction Westphalienne des relations internationales, in *Paradiplomatie et relations internationales. Théorie des stratégies internationales des régions*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004.
8. Voir les hypothèses de Nicole Grimaud dans le chapitre de « L'environnement souhaité : URSS/USA », in *La Politique étrangère de l'Algérie*, Paris, Karthala, 1984.
9. Pour une bonne synthèse de l'historiographie des pratiques diplomatiques, Laurence Badel, Stanislas Jeannesson (dir.), « Diplomatie en renouvellement », *Les Cahiers irice*, 2009/3.
10. Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, [1964] 1991.
11. On peut ici souligner les travaux de Jean-Baptiste Duroselle, Robert Frank, Laurence Badel, Maurice Vaisse et Eric Bussiére
12. Badel Laurence et Jeannesson Stanislas (dir.), « Diplomatie », *Monde(s)* 2014/1 (n° 5).
13. Richard Langhorne, « The Diplomacy of Non-State Actors », *Diplomacy and Statecraft*, 2005, vol. 16, 331-339.
14. Les organisations non-gouvernementales, des firmes multinationales, des structures inter-gouvernementales et/ou supranationales, etc.
15. Samy Cohen, « Les Etats et les "nouveaux acteurs" », *Politique Internationale*, n°107, 2005.
16. Badel Laurence, « Diplomatie et entreprises en France au XX<sup>e</sup> siècle », *Les cahiers Irice1*, 2009 (n° 3), 103-128
17. Sur ce point, lire le Livre Blanc des Études sur le Moyen-Orient du G.I.S. (CNRS) publiée en septembre 2014.
18. Pierre Vermeren, *Misère de l'historiographie du « Maghreb » postcolonial (1962-2012)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, 214 ; Malika Rahal, « Comment faire l'histoire de l'Algérie indépendante ? », *La Vie des idées*, 13 mars 2012. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Comment-faire-l-histoire-de-l.html>
19. Pierre Vermeren, *op. cit.*, 214-215.
20. Quelques exemples : Belkacem Nabi, *Où va l'Algérie ? Indépendance, hydrocarbures, dépendance*, Alger, Dahlab, 1991 ; Samir Amin, *Les Enjeux stratégiques en Méditerranée*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; Khadija Mohsen-Finan (dir.), *Le Maghreb dans les relations internationales*, Paris, CNRS Éditions, 2011.
21. Voir les travaux Samya el Mechat, *Les relations franco-tunisiennes, 1955-1964*, Paris, L'Harmattan, 2005 ; Abdelziz Chneguir, *La politique extérieure de la Tunisie, 1956-1987*, Paris, L'Harmattan,

- 2004 ; Maatoug De Fredj, *John F. Kennedy, la France et le Maghreb*, Paris, L'Harmattan, 2012 ; Matthew Connelly, *A Diplomatic Revolution: Algeria's Fight for Independence and the Origins of the Post-Cold War Era*, Oxford, Oxford University Press, 2002 ; Stéphane Mourlane, « La France et les "prétentions" italiennes en Tunisie au lendemain de la décolonisation », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 3/ 2010, (n° 99), 84-89.
22. Nicole Grimaud, *La politique Extérieure de l'Algérie*, Paris, Karthala, 1984.
23. Voir Brugna Bagnato, *L'Italia e la guerra d'Algeria*, Rubbettino, Soveria Mannelli, (collana Storia politica), 2012 ; Elisabetta Bini, « From Colony to Oil Producer: Oil Workers, Trade Unions and the Emergence of Oil Nationalism in Libya, 1956-1969 », *Max Weber Programme Working Paper*, Florence, European University Institute, December 2012 ; Elisabetta Bini, « Eni, Mattei and Boldrini: A Radical Response to the Challenges of Developing International Energy Expertise », in P. Andrews, J. Playfoot (éd.), *Education and Training for the Oil and Gas Industry*, vol.1, London, Elsevier, 2014, 1-16.
24. On peut citer les travaux d'Anthony Santilli, de Francesca di Pasquale et d'Anna Baldinetta.
25. Luis Martinez, *Violence de la rente pétrolière. Algérie - Libye - Irak*, Paris, Presses de Sciences Po, « Nouveaux Débats », 2010.
26. Giorgio Galli, Enrico Mattei, *Petrolio e complotto italiano*, Milano, Castoldi Dalai, 2005 ; Elisabetta Bini, « Fueling Modernization in a Transatlantic World : Oil, Development and Consumption in ENI's Policies, 1953-1962 », in A. Beltran, E. Boussière, G. Garavini (éd.), *Europe and Energy from the 1960s to the 1980s*, Brussels, Peter Lang, (à paraître).
27. Sur l'histoire de la Défense du Maghreb, voir la Thèse de Saphia Arezki, soutenue en octobre 2014, intitulée *De l'Armée de Libération Nationale (A.L.N.) à l'Armée Nationale Populaire (A.N.P.) : les officiers algériens dans la construction de l'armée (1954-1991)*, sous la Direction de Pierre Vermeren, Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne.
28. Voir les travaux conduits par Jérôme Heurtaux dans son programme de recherche « Recompositions et reconversions des élites tunisiennes. Sociologie d'un changement de régime », à l'IRMC de Tunis.
29. Total ; ENI ; British Pétroleum (BP).
30. A noter tout de même que la Sonatrach ouvre aux étudiants son centre de documentation dans ses locaux où figurent un grand nombre de publications officielles et internes.
31. Quelques exemples : Fondation d'histoire des Sciences politiques, Fondation Jean-Jaurès, Institut Pierre Mendès-France, etc.
32. Houda Ben Hamouda, « L'accès aux fonds contemporains des archives nationales de Tunisie : un état des lieux », *L'Année du Maghreb*, vol. 10, 2014, 41-48.
33. Le contexte sécuritaire libyen ne nous permet pas d'effectuer d'étude de terrain en Libye.